

Date de convocation :

24 juin 2022

Date d'affichage :

5 juillet 2022

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Pouvoirs : 4

Votants : 25

Quorum : atteint

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 1^{er} juillet 2022

L'an deux mille vingt-et-un, le vendredi 1^{er} juillet 2022 à 19h00, le Conseil Municipal de la commune s'est réuni à la salle des fêtes de Montoire sous la présidence de Monsieur Arnaud TAFILET, Maire de Montoire-sur-le-Loir.

Etaient présents : Mme BELLANDE, M. BERNEAU MERLET, Mme CAILLON, Mme CARNET, Mme CHARTIER-MALECOT, Mme CHERON, M. CHEVALIER, Mme DELAGNEAU, Mme DESIGAUD, Mme DOUAUD, Mme DRUART, M. DURAND, M. FERRAGU, Mme FILLION, M. GUERINEAU, M. HENRION, M. LANDOIS, M. ORTEGA, Mme SAVINEAUX, M. A. TAFILET et M. P. TAFILET

Etaient absents : Mme BARON, Mme BELLANGER (pouvoir à M. P. TAFILET), Mme JUILLIEN (pouvoir à Mme DELAGNEAU), M. MAILLARD, M. MORLE (pouvoir à M. GUERINEAU) et M. VANDECASTEELE (pouvoir à M. DURAND)

Secrétaire de séance : M. LANDOIS

Secrétaire auxiliaire de séance : C. HUREAU

Délibération n° 04.07.2022

MARCHES PUBLICS : Constitution d'un groupement de commande pour le renouvellement des contrats d'assurances – hors statutaire – de la ville de Montoire-sur-le-Loir, du CCAS de Montoire-sur-le-Loir et du SIVS du secteur de Montoire-sur-le-Loir

Le Maire expose que la ville de Montoire-sur-le-Loir souscrivait historiquement un contrat d'assurances – hors assurances statutaire – pour le SIVS du secteur de Montoire-sur-le-Loir et le CCAS de la ville de Montoire-sur-le-Loir. Cette modalité de fonctionnement engendre des problématiques règlementaires et juridiques puisque il n'y a pas notamment qu'un souscripteur pour 3 entités distinctes. En cas de sinistre entre ces 3 entités, l'assurance ne pourrait donc être sollicitée.

Cette problématique soulevée par les agents de la ville de Montoire-sur-le-Loir a été confirmée par l'assistant à maîtrise d'ouvrage retenu par la ville de Montoire-sur-le-Loir.

De manière à simplifier et sécuriser nos procédures de marchés publics tout en bénéficiant d'économies d'échelle, il est proposé au comité syndical / conseil d'administration de participer au groupement de commandes constitué par la Ville de Montoire-sur-le-Loir en prévision du lancement d'un marché d'assurance comprenant - a minima — les couvertures suivantes :

- Dommages aux biens et des risques annexes (avec, le cas échéant, une prestation supplémentaire éventuelle « Cyber Risques ») ;
- Responsabilité civile et des risques annexes ;
- Véhicules à moteur et des risques annexes (dont auto-missions) ;
- Protection juridique et de la protection fonctionnelle des agents et des élus ;

Il est proposé que la ville de Montoire-sur-le-Loir soit désignée comme coordonnateur de ce groupement de commandes.

Concernant les modalités financières de ce groupement, les frais de publicités et d'assistance à maîtrise d'ouvrage seront portés par la ville de Montoire-sur-le-Loir ; le cas échéant, les frais de justice relatifs aux recours relatifs à la passation du marché d'assurance seront refacturés à parts égales à chacun des membres du groupement.

Concernant les primes d'assurances, chaque collectivité règlera directement à ses assureurs le montant des primes inhérentes aux couvertures souscrites.

La commission d'appel d'offres (CAO) du groupement de commandes sera la commission ad'hoc des marchés de la ville de Montoire-sur-le-Loir - coordonnateur du

groupement. Un représentant du SIVS du secteur de Montoire-sur-le-Loir et un représentant du conseil d'administration du CCAS de la ville de Montoire-sur-le-Loir seront invités lors des réunions de la commission d'appel d'offre.

Vu les articles L2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique prévoyant que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics ;

Vu le projet de convention constitutive de groupement de commandes jointe à la présente délibération ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE la participation de la ville de Montoire-sur-le-Loir au groupement de commandes pour le lancement du marché d'assurances qui devra prendre effet au 1^{er} janvier 2023 ;

ACCEPTE le positionnement de la ville de Montoire-sur-le-Loir comme coordonnateur du groupement ;

ADOPTE la convention constitutive de groupement telle qu'annexée à la présente délibération ;

AUTORISE le Maire ou le conseiller délégué signer la convention constitutive de groupement de commande susmentionnée.

La secrétaire de séance
auxiliaire

Le secrétaire de séance

Pour extrait conforme,
Le Maire,



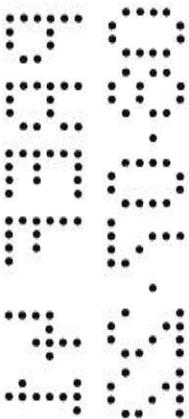
Cindy HUREAU



Alexandre LANDOIS



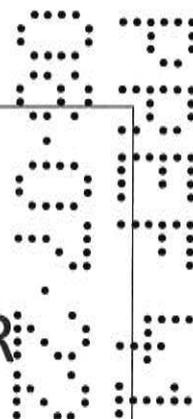
Arnaud TAFILET



CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Articles L. 2113-6 et L.2113-7 du Code de Commande Publique

ASSURANCES POUR
LA VILLE DE MONTOIRE-SUR-LE-LOIR
ET LE SIVS DU SECTEUR
DE MONTOIRE-SUR-LE-LOIR
LE CCAS DE LA VILLE
DE MONTOIRE-SUR-LE-LOIR



ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montoire-sur-le-Loir, représentée par Monsieur Arnaud TAFILET, en sa qualité de Maire, agissant par délibération n° XX en date du JJ/MM/AAAA,
D'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montoire-sur-le-Loir, représenté par Ingrid CHARTIER-MALECOT, Vice - Présidente du C.C.A.S de la ville de Montoire-sur-le-Loir, agissant par arrêté d'attribution de délégation de signature en date du JJ/MM/AAAA,
D'autre part,

Et

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire du secteur de Montoire-sur-le-Loir, représenté par Madame Brigitte RILLIÉ, Vice-Présidente du SIVS, agissant par arrêté d'attribution de délégation de signature en date du JJ/MM/AAAA,
D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre d'une optimisation de l'achat public, les pouvoirs adjudicateurs ont décidé de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et l'article L.1414-3 II du Code général des collectivités territoriales concernant les prestations d'assurances.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de L. 2113-7 du code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe de groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe.

2. OBJET DES MARCHES VISES PAR LA PRESENTE CONVENTION

Le groupement constitué par la présente convention a pour objet de permettre à ses membres de bénéficier, à hauteur de leurs besoins propres, de prestations d'assurances du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2026.

Les marchés passés pour le compte du groupement de commandes auront pour objet les prestations suivantes :

- L'assurance des dommages aux biens,
- L'assurance de la flotte automobile et des missions collaborateurs,

- L'assurance de la responsabilité civile
- L'assurance de protection juridique des agents et des élus,

L'estimation du marché sur sa durée totale est de 145 600€ toutes taxes comprises :

- Flotte automobile : 62 000€ TTC
- Dommages aux biens : 47 000€ TTC
- Responsabilité civile : 35 000€ TTC
- Protection juridique : 1 600€ TTC

Les prestations relèvent donc des dispositions de l'article R.2123-1, 1° du code de commande publique régissant la procédure adaptée.

3. MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commandes est subordonnée :

- A l'adoption d'une délibération de l'assemblée approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- A la signature de la présente convention ;
- Au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant. Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement. La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention. Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi. Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

En cas de sortie d'un membre, ce dernier reste lié par les procédures lancées par le coordonnateur pour son compte et par le marché en cours d'exécution.

4. DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur : **La Ville de Montoire-sur-le-Loir**.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront soit résilier la présente convention soit établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

5. MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant et de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents* ;
- Elaborer le dossier de consultation des entreprises* ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence* ;

- Répondre aux questions des candidats* ;
- Analyser les offres* ;
- Informer les candidats non retenus* ;
- Remettre aux adhérents les éléments de la procédure et du marché* ;
- Signer et notifier le marché ;
- Faire paraître les avis d'attribution*
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

*Ces missions peuvent faire l'objet d'un recours à un assisant à Maîtrise d'Ouvrage.

6. PROCEDURE APPLICABLE

Le coordonnateur assure ses missions dans le respect des dispositions du code de commande publique et des règles relatives à la passation d'un marché à procédure adaptée.

7. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Définition du besoin :

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres.

Signature du marché :

Le coordonnateur signera le marché au nom des membres du groupement.

Notification du marché :

Le coordonnateur notifiera le marché au nom des membres du groupement.

Exécution :

Chaque membre du groupement s'engage à exécuter le marché pour la part qui le concerne et devra communiquer son identifiant (SIRET) afin que les factures soient libellées à l'entête de chaque entité. Les crédits budgétaires seront prévus sur chacun des budgets adhérents et chaque facture sera adressée aux établissements concernés pour paiement.

8. INDEMNISATION DES FRAIS

Ses missions de coordonnateur sont assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement de commande.

9. DUREE DU GROUPEMENT

La présente convention prend effet à compter de son entrée en vigueur, consécutivement à sa signature par les membres du groupement, à sa transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture et à l'accomplissement des formalités de publication de droit commun.

Elle expire le 31 décembre 2026 ou à la date fixée par l'ensemble de ses membres ayant conjointement décidé d'y mettre fin.

10. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et

administratifs qu'il estime nécessaires. Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement pourra demander à tout moment au coordonnateur de la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

11. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention et procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 4 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

12. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif du lieu d'exécution de l'opération.

13. SIGNATURES

Fait à Montoire-sur-le-Loir, en 3 exemplaires originaux, le

<p>Pour la Ville du Montoire-le-Loir, Le Maire, Arnaud TAFILET</p>	<p>Pour le SIVS du secteur de Montoire-sur-le-Loir, La Vice-Présidente, Ingrid CHARTIER-MALECOT</p>	<p>Pour le C.C.A.S de la Ville de Montoire-sur-le-Loir La vice-Présidente, Brigitte Rillé</p>
---	--	--

2013